



# ann

Bulletin bi-mensuel  
d'information sur  
l'Amérique centrale  
13 mars 1993

## L'UNO NE REMPLIT PAS LA SALLE

Managua, 2 mars.-- "Qu'ils s'en aillent! Qu'ils s'en aillent!", tel était le slogan anti-gouvernemental le plus repris le 28 février au cours de la manifestation de l'UNO-APO, qui devait être le point de départ d'un plan d'action destiné à obtenir un "coup de volant" dans la politique du gouvernement. Mais l'opposition de droite n'est pas parvenue à rassembler autant de monde qu'elle l'avait promis à un moment où des divergences se font jour en son sein.

L'UNO-APO avait annoncé un rassemblement de 50 000 personnes sur la Place de la Révolution -qu'elle appelle Place de la République-. Cette manifestation nationale avait été précédée, dans plusieurs villes et dans les différents quartiers de la capitale, d'une série de marches qui ont connu un succès très inégal, les plus importantes ayant eu lieu dans les zones à forte concentration d'anciens contras ou de recontras. Le 28 février, ils étaient environ 15 000, venus de tout le pays pour applaudir leurs leaders, le vice-président de la République Virgilio Godoy, le maire de Managua Arnoldo Aleman et Alfredo Cesar. La dénonciation d'un co-gouvernement avec les sandinistes, l'appel à la désobéissance civile et l'annonce d'une série d'actions pour exiger un plébiscite ont fait l'essentiel des discours. Parmi les "Positions de base" de l'UNO-APO détaillées par un orateur figurent, sans surprise, le départ du ministre de la présidence Antonio

Lacayo, celui du général Ortega et le respect du programme sur lequel Violeta Chamorro a été élue. Le député Humberto Castilla, dont le nom fait encore la une des quotidiens à cause de la saisie d'un enregistrement où il demande à un des principaux chefs recontras d'étendre la guerre aux villes, a lu une lettre du sénateur étatsunien Jesse Helms, dans laquelle celui-ci s'en prend à Humberto Ortega et qualifie l'actuel gouvernement de dictature déguisée en démocratie. Cette ingérence n'a d'ailleurs pas été appréciée par tout le monde.

L'apparente unité de la manifestation n'a en effet pu cacher quelques discordances sur des aspects importants. Dans le groupe des partis de l'UNO passés à l'opposition, on distingue aujourd'hui deux tendances, l'une plus favorable au dialogue et l'autre, celle d'Alfredo Cesar, plus intransigente. Certains par exemple se montrent enclins à la solution armée ou à la désobéissance

### SOMMAIRE

L'UNO NE REMPLIT PAS  
LA SALLE

UNE PRISE D'OTAGE  
MAISON ?

REPRESSION DANS  
LES PLANTATIONS DE  
CANNE

LES ECOLES  
DEVIENNENT DES  
ENTREPRISES  
EDUCATIVES

LE PARI DES "NORAS"

UNE TENACITE A TOUTE  
EPREUVE

LE COLLECTIF 8 MARS

LEON, ZONE SINISTREE

LE FMLN EN BONNE  
PLACE

RIGOBERTA PARLE DE  
SON PEUPLE

CUBA : UN PLEBISCITE  
ANTI-IMPERIALISTE

EN BREF



40 P 11481

civile, tandis que d'autres souhaitent une négociation globale avec le gouvernement et ont d'ailleurs eu des conversations avec lui, ce qui a provoqué la colère d'A. Cesar dont l'hégémonie s'effrite. La légitimité du mandat de Violeta Chamorro est un autre facteur de division. L'Union démocrate-chrétienne (UDC), tête de file du courant "modéré", a adopté des positions très claires à ce propos en affirmant que la présidente doit rester jusqu'en 1996. Par contre, d'autres, comme le Parti socialiste, demandent clairement son départ et visent au renversement du gouvernement. Quant au problème du sandinisme, l'UDC estime que l'exclusion de la minorité ne peut favoriser la démocratie et se montre prête à reconnaître au FSLN tout l'espace auquel il a droit. Mais tous les partis de l'UNO-APO ont voulu marquer dimanche leur désaccord sur le "co-gouvernement". Pourtant, n'étant parvenus à rassembler que 15 000 personnes après une campagne nationale, ils n'ont pas réussi à prouver qu'ils avaient plus de force que celle qu'on leur connaissait déjà et qu'ils sont en train de capitaliser le mécontentement. C'est sans doute, comme le fait observer un éditorial de *Barricada*, qu'il y a un divorce entre la classe politique et la population. Tandis que la première ne s'occupe que des questions de pouvoir et n'a que des revendications politiques, la seconde pense en premier lieu à sa survie et exige des solutions économiques. -(ANN)

## UNE PRISE D'OTAGES MAISON ?

**Managua, 11 mars.--** Quatre jours après la prise d'otages à l'ambassade du Nicaragua au Costa Rica, aucune solution ne se dessine. Au cours des dernières heures, des déclarations de l'ambassadeur Alfonso Robelo, ancien membre de la direction politique de la contra, favorables aux terroristes qui le séquestrent, ont pour le moins éveillé les soupçons.

Le commando terroriste \*, formé d'anciens contras, qui retient 19 personnes à l'intérieur de l'ambassade est dirigé par José Manuel Urbina, qui a déjà fait parler de lui. Déserteur du service militaire, il avait demandé en 1984 l'asile politique au Costa Rica. Selon Eden Pastora, ancien chef du groupe contra ARDE, c'est un mythomane qui, contrairement à ce qu'il affirme, n'a jamais appartenu à ARDE. La presse signale qu'un des membres du commando a été garde du corps d'A. Robelo lui-même.

Le commando exige un changement radical dans la politique du gouvernement, le départ du ministre de la présidence Antonio Lacayo et celui du chef des armées Humberto Ortega, le retour à son poste de l'ancien Contrôleur de la république Guillermo Potoy ainsi que l'octroi de 5 millions de dollars au cardinal Obando pour des oeuvres sociales et d'un million pour eux-mêmes. Ces revendications sont inacceptables pour un

gouvernement et Violeta Chamorro a annoncé qu'elle ne négocierait pas. Le ministre de l'intérieur, Alfredo Mendieta, qui s'est rendu à San José, a souligné les coïncidences entre ces revendications et celles "de certains groupes à l'intérieur du pays", allusion à celui d'Alfredo Cesar. Par ailleurs, l'ambassadeur a déclaré par téléphone qu'il "comprendait" les causes de l'action des terroristes, car "il y a au Nicaragua un désaccord généralisé" sur la situation politique. Quand au consul Dora Narvaez, elle a exprimé son admiration pour J. M. Urbina et affirmé : "Il y a des gens qui protestent au Nicaragua et ici [le commando] lance aussi un appel". Ces positions sont exactement celles de l'UNO-APO, qui, tout en condamnant les méthodes, n'en a pas moins fait chorus aux exigences des terroristes, tandis que le journal de droite *La Prensa* réprime mal un certain enthousiasme. Certains observateurs estiment que cette prise d'otages est une action concertée faisant partie du plan de l'UNO pour éliminer les sandinistes et regagner le pouvoir qu'elle affirme avoir perdu à cause de l'entente supposée entre le gouvernement et le FSLN. Par son côté spectaculaire de nature à attirer l'attention de la communauté internationale, elle viserait à obtenir la multiplication des pressions sur Violeta Chamorro afin, pour le moins, de l'obliger à négocier avec l'UNO-APO.

Cette ligne est confirmée par la demande adressée par l'UNO à l'OEA d'examiner la situation du Nicaragua au cours de son assemblée qui aura lieu en juin à Managua. Dans une tentative pour répéter ce qui s'était déjà produit en 1978, lorsque l'OEA avait demandé le départ de Somoza, l'UNO-APO cherche à obtenir de cette organisation une condamnation du gouvernement qu'elle veut faire apparaître comme une dictature. La série d'actions publicitaires entreprises par l'UNO, qui cachent mal le désintérêt de la population à son égard et derrière laquelle certains voient clairement la main des Etats-Unis, pourrait malgré tout porter ses fruits. -(ANN)

\* Selon *La Prensa*, il appartient aux "Comandos patriotes politico-militaires de Yolaina", qui affirment avoir 800 hommes en armes le long de la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica et être organisés en "armée de libération". "Nous n'acceptons pas l'alliance entre Violeta Chamorro et les sandinistes qui permet à l'assassin Humberto Ortega de continuer à frapper les combattants de la liberté", a déclaré un de ses chefs.

## REPRESSION DANS LES PLANTATIONS DE CANNE

**Managua, 11 mars.--** Il a fallu que le sang coule pour que les travailleurs de la canne à sucre, en grève générale, obtiennent du gouvernement la promesse que leurs droits seraient respectés. L'un d'entre eux est mort et un autre a disparu.

10 000 travailleurs de la canne se sont mis en grève le 25 février,

en pleine récolte, pour exiger du pouvoir qu'il respecte les accords de privatisation signés il y a un an. Le gouvernement a multiplié les manœuvres pour réduire les parts et en particulier les terres qui reviennent aux ouvriers. Le complexe sucrier de San Antonio, dont les travailleurs défendaient également des revendications locales, a été envahi par la police et l'armée. Au cours d'un affrontement extrêmement violent, cinq travailleurs ont été blessés par balles, dont certaines tirées d'hélicoptères. Deux jours après, le corps d'un autre ouvrier a été retrouvé calciné dans une plantation. Un disparu pourrait, selon le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) être une autre victime des forces de l'ordre. 48 travailleurs ont été emprisonnés et la police a perquisitionné systématiquement dans les maisons des syndicalistes. Le complexe San Antonio a été occupé par l'armée et des "jaunes" recrutés à Chinandega pour transporter, sous bonne garde militaire, le sucre acheminé vers le port de Corinto. Aucun journaliste n'a été autorisé à entrer dans l'enceinte de l'entreprise.

Une importante délégation de travailleurs s'est installée pendant plusieurs jours face au palais présidentiel pour protester contre la répression et exiger que le gouvernement négocie. Le 7 mars, celui-ci a cédé en promettant de relâcher les 48 interpellés. Il s'est engagé à remettre aux travailleurs les parts d'entreprise qui leur reviennent avant le 15 mai et à intervenir auprès de l'administration du complexe San Antonio pour qu'elle paie les journées de grève, réembauche une partie des ouvriers qu'elle avait licenciés et donne un emploi au fils de la victime. Ces nouvelles promesses gouvernementales faites à la hâte seront-elles tenues? Comment parler de retour à la démocratie et à la paix quand on répond par balles aux revendications ouvrières? -(ANN)

## LES ECOLES DEVIENNENT DES ENTREPRISES EDUCATIVES

Managua, 8 mars.-- La désertion scolaire, qui est liée au paiement de la scolarité, s'est aggravée en 1992. Si le gouvernement parvient à généraliser le projet mené de façon expérimentale à partir de la rentrée qui vient d'avoir lieu, l'enseignement sera bientôt réservé aux privilégiés. Les licenciements abusifs d'enseignants et de directeurs d'école affiliés à l'Association des enseignants nicaraguayens (ANDEN) visent à décourager dès à présent toute velléité de résistance.

Lors de la rentrée 1992, 250 000 enfants sont restés à la porte de l'école faute d'argent pour payer l'inscription et la mensualité, louer les livres et acheter les uniformes. La désertion scolaire, qui se situe entre 30 et 40 %, a augmenté après chaque distribution

du bulletin de notes, puisque ce dernier est refusé aux élèves qui sont en retard dans le versement de la mensualité. Celle-ci n'est pas obligatoire dans le primaire, mais elle y est souvent imposée dans les faits. Dans le secondaire, où elle est obligatoire, le ministère de l'éducation l'a fixée à 10 cordobas, laissant les directeurs libres d'exiger davantage. Cette année, il semble qu'elle dépasse le plus souvent 20 cordobas (un peu plus de 3 dollars) tandis que l'inscription coûte 40 cordobas. Il est à prévoir que le nombre d'enfants n'ayant pas pu s'inscrire, qui n'a pas encore été publié, sera supérieur à celui de l'an dernier. Cette mensualité est remise par les collègues au ministère qui la reverse aux enseignants sous forme de chèques. Elle devrait donc représenter une amélioration des salaires, qui sont en moyenne de 450 cordobas (75 dollars). Pourtant le ministère, tout en affirmant que 60 % des parents l'ont payée en 1992, n'a reversé que 310 cordobas pour l'année à chaque enseignant.

C'est sur ce chiffre de 60 %, considéré comme un succès, que le ministre Humberto Belli s'appuie pour justifier son projet d'autonomie administrative, mis en place de façon expérimentale dans un lycée de la capitale transformé officiellement en "entreprise éducative". Ce projet se fonde sur l'idée que, dans les écoles "efficaces", un élève coûte 15 cordobas par mois tandis qu'il revient à 25 cordobas dans les autres. Cette efficacité, comme le souligne ANDEN, n'a rien à voir avec les résultats pédagogiques : une école "efficace" est celle où il y a un professeur pour 40 élèves. Pour rendre tout le système scolaire "efficace", le ministère se propose de ne verser aux lycées que 15 cordobas par élève, à charge pour eux de trouver comme ils le peuvent l'argent manquant. Quant aux bâtiments, leur entretien sera du ressort des municipalités, dont on sait que la grande majorité n'a que très peu de ressources. Le ministère, qui a décidé au passage de ne plus assurer le paiement de l'eau et de l'électricité dans toutes les écoles à partir de cette rentrée, compte donc sur "la société civile", comme il est de bon ton de dire maintenant, pour régler avec ses propres moyens le problème de l'éducation de ses enfants. ANDEN manifeste son désaccord avec ce qu'il considère comme une privatisation. "C'est l'avenir de la nation qui est hypothéqué", explique une dirigeante nationale, Marlene Valdivia. Ces mesures ne peuvent en effet qu'aggraver la situation pédagogique, exclure davantage d'enfants et institutionnaliser l'inégalité. "Le Conseil supérieur de l'entreprise privée et le ministre du travail lui-même déclarent que notre pays n'a pas besoin de gens cultivés et que seul le primaire est prioritaire". Il est vrai que la bourgeoisie n'a pas le même projet que la gauche. Il n'est pas nécessaire pour elle de former la main d'œuvre qui travaille dans les plantations ou les usines d'assemblage à capital et régime taïwanais. Elle envoie ses propres enfants, classe dirigeante de demain, étudier aux Etats-Unis.

Par ailleurs, la privatisation va conduire au licenciement des enseignants. Déjà, un certain nombre d'entre eux sont sans poste, donc sans salaire, et les écoles normales commencent à fermer. De plus, le ministère s'attaque à ANDEN, dont 48

dirigeants ont été renvoyés arbitrairement depuis novembre dernier. Les négociations pour leur réintégration sont demeurées infructueuses. "S'ils avaient demandé pardon, on les aurait repris", a déclaré un représentant de l'administration. L'autre foyer de résistance, la Fédération étudiante (FES), est également réduite. Sous prétexte d'indiscipline, plusieurs de ses dirigeants ont été exclus de leurs lycées.

ANDEN, qui privilégie le dialogue et considère la grève comme l'ultime recours, va faire appel à la Commission du travail de l'Assemblée nationale ainsi qu'à celle de l'éducation. Elle va demander une entrevue à la présidente Chamorro, au cardinal Obando et au représentant de l'UNESCO. Elle a également prévu d'organiser bientôt des rencontres nationales sur l'enseignement afin d'aborder avec différents secteurs sociaux les questions de fond, comme la privatisation ou le contenu des programmes. Mais sa lutte semble bien isolée en ce moment. Le FSLN lui-même ne s'est guère manifesté. "Nous avons rencontré le groupe sandiniste de l'Assemblée pour aborder le problème de la privatisation, de la disparition presque complète de l'enseignement pour adultes et de l'éducation bilingue, explique M. Valdivia. Les députés nous ont expliqué qu'ils n'avaient pas eu le temps de s'attaquer au thème de l'enseignement car la question de la propriété les a absorbés". Quant aux enseignants, même s'ils rejettent en majorité le paiement de la mensualité, qui lèse leur dignité, et la privatisation, ils donnent l'impression d'être neutralisés. "C'est le syndrome du chômage. Le ministère a un plan, qui consiste à couper la tête du syndicat dans les collèges et au niveau national. Les enseignants pensent que si l'administration peut licencier un dirigeant syndical, c'est que tout lui est permis". -(ANN)

## LE PARI DES "NORAS"

Maria Dolores Castillo

Managua, 9 mars.-- Elles ont étonné tout le monde alors que rébellions et occupations avaient cessé de faire la une. Du jamais vu au Nicaragua : des femmes formaient un bataillon pour exiger le respect de leurs droits. Le génie populaire les a appelées les "remujeres". Elles se sont baptisées "Front Nora Astorga", du nom de la guérillera sandiniste devenue représentante du Nicaragua aux Nations Unies, morte en 1989. Dans les journaux, elles apparaissent habillées en vert olive, avec leurs armes, sur fond de montagne. Aujourd'hui, leur terrain d'opération est un espace poussiéreux et sans arbres. C'est ici qu'elles trament leurs prochaines actions. Aucune ne porte l'uniforme militaire. On ne voit pas de fusils, mais des pioches, des pelles et des piolets.

Leur chef, Amparo Rubio, organise le travail. Vieilles et jeunes, le visage brûlé par le soleil, grimpent avec courage la pente où elles construisent leurs futures maisons. Les "Noras" sont connues de tout Ocotal. La population n'a pas oublié l'affrontement entre Amparo et le chef de la police quand elles ont occupé la route. Le policier disait qu'il aurait voulu qu'Amparo soit un homme pour pouvoir se battre avec elle. "Idiay... Que fait la chaux si elle ne brûle pas?", lui avait immédiatement répondu Amparo.

Le courage de ces femmes qui, malgré les médisances, ne renoncent pas à avoir un toit, est admirable. Les maisons sont loin d'être finies car l'absence presque totale de ressources retarde le travail. Mais elles se sont organisées en escouades et construisent ensemble les maisons. A leurs côtés, il y a des hommes qu'on appelle les "Noros". Ce sont des maîtres d'oeuvre et des maçons venus les aider, émus par leur ténacité. "Les pauvres doivent être solidaires", explique leur coordinateur. La discipline est sévère : deux erreurs conduisent à l'exclusion. Elles sont en majorité célibataires et ont parfois jusqu'à six enfants. Une des rares qui soient mariées explique au milieu des rires : "Oui, j'ai un mari. Mais c'est comme si je n'en avais pas. A n'importe quel moment il peut me mettre à la porte avec les enfants". La journée de travail va du lever du soleil à son coucher. Pendant ces douze heures, les enfants sont laissés à la garde d'une amie ou de l'aîné, qui a rarement plus de dix ans. Ici, tout manque, même la nourriture. La faim et le désespoir creuse les visages. Mais quand les regards se posent sur les maisons en construction, on y lit de la tendresse. Ces maisons sont leur création. Pour survivre, certaines lavent et repassent le linge et partagent ce qu'elles gagnent avec celles qui n'ont rien. "Je trompe la faim de mes enfants avec une tortilla et du sel", explique Lorena. L'argent du projet, elles le trouvent dans les activités qu'elles organisent les fins de semaine. Si elles ne gagnent rien, elles font des collectes sur la route. La réconciliation n'est pas pour elles un slogan mais une nécessité. Ce sont d'anciennes contras, militaires ou vendeuses du marché.

Aucune d'elles ne se souvient exactement comment tout a commencé, mais elles disent que c'était comme une impulsion. Le 25 avril 1992, un groupe de femmes a coupé la route à l'entrée d'Ocotal, en uniforme et armées jusqu'aux dents. Poussées par la faim, elles exigeaient du gouvernement une indemnité pour les licenciées de l'armée, des crédits, des emplois. C'étaient des femmes humbles, qui n'avaient pas fait d'études. Qui aurait parié sur ce groupe de femmes seules qui luttaient au milieu de tant de conflits, dans un pays où ce sont les hommes qui imposent les règles du jeu? Comme elles avaient fait mille demandes écrites qui avaient fini au fond des tiroirs, elles ont adopté le seul moyen qui leur restait : la pression. Elles ont passé 40 jours dans la montagne, s'entraînant militairement avec des armes trouvées par quelques petites vieilles expertes en conspiration. Elles étaient prêtes à se battre jusqu'au bout. Quand elles ont barré la route, la police les a attaquées mais ne

les a pas fait reculer. "Si vous recommencez, vous allez le regretter. Nous mourrons s'il le faut", a dit Amparo aux policiers. La communauté les a soutenues mais la radio locale et quelques organismes les ont traitées de vandales. Paradoxalement, c'est l'organisation locale des femmes qui les a le plus agressées. Le désaccord portait sur les méthodes de lutte et les revendications spécifiques des femmes.

C'était il y a onze mois. Depuis, elles ont occupé 9 hectares de terrain qui appartenaient à l'Institut d'aide aux municipalités (INIFOM) et où elles ont commencé à construire 137 maisons. La CIAV-OEA leur a promis un centre de santé et une école, le gouvernement du matériel. L'Institut des ressources naturelles les aide à couper le bois sur une colline avoisinante, où un groupe se rend en stop le lundi et reste toute la semaine. Mais l'armée n'a toujours pas versé l'indemnité qu'elle doit aux anciennes militaires. Les "Noras" ont préparé un plan pour faire pression... -(ANN/Gente)

## UNE TENACITE A TOUTE EPREUVE

**Managua, 10 mars.-- C'est à la Révolution sandiniste que la coopérative de couture Julia de Pomares doit son existence. En 1984, 29 couturières militantes de l'Association des femmes Luisa Amanda Espinoza (AMNLAE) ont décidé de ne plus travailler seules chez elles et de créer un collectif dont l'histoire reflète exactement celle du pays.**

Le contexte qui a marqué la fondation de cette coopérative située à Managua s'est aujourd'hui inversé. Les produits nationaux sont remplacés par des marchandises étrangères auxquelles ils ne peuvent faire concurrence. La coopérative s'est trouvée deux fois privée de son marché national: en 1987, quand la contra a détruit la majorité des "magasins paysans" des coopératives agricoles qui lui achetaient toute sa production, et en 1989 avec la réforme monétaire. Cependant, elle parvenait toujours à retrouver des débouchés au Nicaragua, à une époque où la politique économique protégeait le droit de produire ici ce dont le pays avait besoin.

Les travailleuses ont renoncé à leur salaire pendant de nombreux mois pour défendre ce droit et celui de travailler dans un collectif. La coopérative est devenue pour elles quelque chose de plus qu'un poste de travail. Elles ont acquis grâce à elle plus de confiance en elles-mêmes et ont eu la possibilité d'être en contact avec d'autres femmes hors du cadre traditionnel du foyer. Les conflits avec leurs maris n'ont pu être évités et font encore partie de leur lutte.

## UNE MORT PLANIFIEE

Les temps les plus durs, qui ne sont pas terminés, sont venus après la défaite électorale du FSLN. Non seulement les factures d'eau et d'électricité ont considérablement augmenté mais encore la coopérative a failli perdre son terrain. En effet, ses bâtiments et ses 24 machines avaient été offerts par une organisation berlinoise, "Solidarité avec l'Amérique centrale", mais le terrain lui avait été seulement assigné par une institution de l'Etat. Après l'arrivée de la droite au pouvoir, cette institution a exigé que la coopérative le lui paie 18 700 dollars, somme dont elle ne disposait pas. Des membres des organisations de quartier créées par le maire somoziste Aleman, les JCOP, sont un jour venus "inspecter" les locaux comme s'ils en étaient déjà propriétaires. Mais les travailleuses ne se sont pas laissées intimider. Une surveillance 24 h sur 24 a permis d'éviter une expulsion surprise. Elles se sont alors directement adressées à la présidente Chamorro dont la médiation a permis que le prix du terrain passe à 6 800 dollars. Grâce à une donation anonyme d'Allemagne Fédérale, la coopérative a pu acheter le terrain dont elle devrait recevoir le titre de propriété en avril prochain. Mais d'autres problèmes se posent qui, semble-t-il, n'ont pas de solution. La présidente a eu un geste charitable mais son gouvernement a planifié la mort de la petite industrie. Depuis la culture du coton jusqu'aux coopératives de couture en passant par les usines, c'est toute la branche du textile qui a été détruite par des importations de produits bon marché. La travailleuses ont essayé, avec d'autres coopératives et la Chambre nationale de la petite industrie (CONAPI), de trouver des débouchés à l'étranger et au Nicaragua. Mais cette coopération a échoué, à cause du découragement général et de la passivité de CONAPI.

## L'EXPORTATION, UN ESPOIR ?

Quand enfin les demandes de la coopérative ont trouvé un écho, ce n'est pas le ministère de l'économie qui a accepté de se pencher sur son cas mais le nouveau ministère de l'action sociale. Les travailleuses, qui ont pourtant prouvé qu'elles étaient capables de sortir des mauvaises passes tant qu'on respecte leurs droits, sont passées de la catégorie de productrices à celle de cas sociaux avec la nouvelle politique économique. On leur a bien offert des crédits bancaires mais, au ministère, personne n'a pensé à une stratégie d'investissement ou de marché.

Elles sont encore dix, aidées d'une coopérante allemande, qui continuent à défendre leur droit de fabriquer des vêtements pour les Nicaraguayens. Mais elles ne reçoivent de salaire que s'il reste de l'argent après avoir payé les frais. Elles ont gagné par exemple l'équivalent de 7 dollars pour la dernière semaine de février et un peu plus de 12 dollars pour la première semaine de mars. "Pour nous, la coopérative est plus qu'un travail, c'est une maison. Nous sentons aussi que nous avons un engagement

envers ceux qui nous ont aidées avec tant d'amour en nous donnant le bâtiment et les machines. Nous allons continuer à nous battre", disent-elles unanimement. Elles tentent de survivre en exportant vers l'Europe. EZA, un organisme autrichien, a fait une commande plus importante qui leur permet d'avoir un salaire mensuel atteignant parfois 166 dollars. Des contacts avec des boutiques du tiers monde en Europe pourrait aussi aider à la survie du projet. Mais selon la coopérante allemande Brigitte Hauschild, la coopérative n'a d'avenir que si elle trouve un débouché sur le marché national, éventualité peu probable en ce moment. La coopérative va-t-elle toujours dépendre de la solidarité? *"Nous ne voulons pas vivre de donations, disent les femmes, et nous avons souvent travaillé sans salaire. Ce que nous voulons, c'est des lois du commerce équitables et un salaire digne"*. -(ANN)

## LE COLLECTIF 8 MARS

Managua, 8 mars.-- Installé dans un des quartiers populaires qui bordent l'industrielle *carretera norte*, la route au nord de Managua, le Collectif 8 mars, né à la fin des années 80, offre une aide juridique et médicale aux femmes à qui il propose une prise en charge collective et solidaire des problèmes qu'elles affrontent, en particulier celui de la violence. Le théâtre du collectif met en scène les conflits quotidiens au cours de réunions où les habitantes du quartier cherchent ensemble comment ne plus ressembler à la victime du sociodrame. Luz Marina, la responsable du Collectif, a raconté l'histoire d'un projet soutenu financièrement par la solidarité internationale.

L'histoire politique de la naissance du groupe est mouvementée. En 1988, une cinquantaine de femmes, pour la plupart membres de l'association sandiniste des femmes, AMNLAE, ont décidé d'entrer en lutte contre la violence physique dont sont victimes la plupart des Nicaraguayennes. Face aux résistances d'AMNLAE pour engager l'action sur ce thème, elles se sont réunies plus ou moins "clandestinement" chaque semaine. Leur idée était d'établir le contact avec certaines institutions publiques afin de faire évoluer les critères et les comportements des fonctionnaires envers les femmes. Elles sont parvenues à réunir chaque mois les policiers du district. *"Avec eux, on recensait les cas de violence sexuelle dans le quartier, on pouvait savoir qui avait besoin d'aide. On a cherché à faire comprendre aux policiers que ces problèmes n'étaient pas privés, comme ils le pensaient généralement, mais sociaux. Lorsque nous nous sommes rendu compte que dans la plupart des cas, c'est la femme qui demandait que soit relâché son compagnon qui l'avait battue, nous avons commencé à réfléchir au problème de fond : notre subordination et notre manque de confiance en nous"*, explique Luz Marina.

A l'époque, les membres du groupe ont cherché également à sensibiliser les fonctionnaires des bureaux d'aide sociale afin qu'ils ne cèdent pas aux pressions des hommes lorsque ceux-ci utilisent la garde des enfants comme instrument de chantage contre leurs compagnes. Les services de la mairie ont aussi reçu la visite des "8 mars". Aucun titre de propriété n'étant au nom des femmes, rien de plus simple pour leur compagnon que de les expulser du foyer avec les enfants quand ils veulent changer de compagne. *"Nous n'avons pas obtenu que les titres soient établis au nom des femmes mais les services municipaux leur délivraient quand elles le demandaient un papier stipulant qu'elles avaient le droit de demeurer dans la maison ainsi que leurs enfants et ne pouvaient en être délogées"*.

Le Collectif a élargi peu à peu la sphère de sa réflexion. Des groupes de discussion se sont formés sur les thèmes de la double journée de travail et du viol. Le groupe théâtral est né, un des meilleurs outils pour le travail collectif. *"On mettait en scène notre vie quotidienne au cours des réunions de quartiers. Tout le monde réagissait au spectacle, proposait, s'indignait et les comédiennes intégraient ces réactions à l'oeuvre théâtrale. Mais au fur et à mesure que notre travail gagnait en ampleur, les problèmes se multipliaient avec AMNLAE. Comme on disait qu'il fallait changer les lois, que la police devait modifier ses comportements, on nous accusait de manquer de respect envers les autorités. Comme le machisme des militants sandinistes n'était pas épargné par nos critiques, on était anti-sandinistes. Notre théâtre était jugé vulgaire et AMNLAE a essayé de le fermer. Tous ses efforts étaient consacrés aux Mères des héros et martyrs. Notre propos n'était pas de négliger les mères, mais nous prétendions qu'elles étaient aussi des femmes et, en tant que telles, victimes de la violence quotidienne en plus de la douleur d'avoir perdu leur fils. Toute la propagande visait à soutenir le moral des femmes par rapport au problème du service militaire. AMNLAE organisait des ateliers de couture, de soins de beauté, de cuisine à base de soja. Son action n'allait pas vraiment au-delà"*. Les contradictions éclatent publiquement en 90, lorsque le Collectif annonce qu'il prend son autonomie, en même temps que de nombreux autres groupes.

Grâce au soutien financier d'Italiennes, le Collectif 8 mars a acheté la maison au bord de la *carretera norte*. Le groupe s'est alors posé le problème d'une véritable stratégie féministe. L'heure était venue de dépasser la simple aide d'urgence, même si concrètement celle-ci est maintenue. Des liens se sont tissés avec d'autres groupes, la réflexion s'est approfondie, le travail s'est rapidement étendu à quatorze quartiers. La méfiance, parfois même l'hostilité, soulevées par la campagne qui cherchait à faire d'elles des réactionnaires ont été peu à peu dépassées.

Aujourd'hui, le Collectif est ouvert tous les jours du matin au soir et offre les services d'un centre de santé. Les tarifs des consultations et des examens sont sans commune mesure avec ceux qui sont pratiqués dans le privé (par exemple une pose de stérilet coûte moins de 6 dollars). Les sages-femmes se chargent

du contrôle pré et post-natal. Elles recensent rigoureusement les grossesses dans le quartier et sollicitent les femmes qui ne viennent pas spontanément se faire suivre. Une vingtaine de patientes se présentent en moyenne chaque jour au centre de santé -un peu moins dans les périodes difficiles, comme la rentrée scolaire ou les fêtes de fin d'année- Souvent, les femmes venues pour une simple consultation reviennent participer aux discussions proposées par le Collectif.

Celui-ci a décidé de ne pas attendre que les lois changent pour aider celles qui désirent faire interrompre leur grossesse. L'avortement par la méthode d'aspiration Karman est pratiqué à l'occasion, mais exclusivement en début de grossesse. Comment en effet s'abriter derrière des lois réactionnaires pour refuser cet acte médical alors que l'avortement est au Nicaragua une des premières causes de mortalité féminine? *"La Commission pour les avortements thérapeutiques mise en place en 89 ne fonctionne plus. Même en cas de grossesse à la suite d'un viol, l'avortement demeure interdit. De toute façon, cette Commission était terriblement restrictive : pour avoir le droit d'avorter, la femme devait avoir déjà six enfants, être âgée ou avoir une maladie transmissible. Mais ce serait malgré tout un pas en avant si elle fonctionnait à nouveau, ce que nous réclamons au ministère"*. Interrogée sur l'opportunité de lancer une campagne nationale pour la liberté de l'avortement, Luz Marina se montre pessimiste. *"Je ne crois pas qu'il y ait assez de maturité pour cela. En plus, si Daniel Ortega n'a pas voulu en entendre parler, ce n'est pas Violeta qui dira oui"*.

L'aide juridique est gratuite et le problème de la violence est toujours au premier plan. Le Collectif comprend un groupe de defensoras populares qui accompagnent les femmes battues ou violées dans leurs démarches. *"Nous voulons élargir la participation des femmes à la campagne contre la violence pour obtenir des changements juridiques. Cette femme que tu as vue à l'entrée de la maison avec ses enfants est là depuis hier. Son mari l'a frappée et elle a peur de rentrer chez elle. Mais la police ne fait rien tant qu'il n'y a pas un ordre des juges et ceux-ci s'en lavent les mains. Ils sont conditionnés par leurs propres préjugés et se retranchent derrière des lois qui ne prennent en compte que les "lésions corporelles" en cas de violence"*. Et l'idée d'ouvrir des refuges pour femmes battues? *"Nous sommes allées en visiter aux Etats-Unis mais cela ne nous a pas convaincues. Cette expérience n'est pas applicable ici. Si les femmes viennent se réfugier dans un centre, elles n'auront jamais les moyens matériels d'en sortir pour se réinstaller ailleurs. De plus, ici, nous n'avons pas un ou deux enfants, mais cinq, six ou plus. Un tel système serait trop coûteux. Ce que les femmes maltraitées veulent, c'est que l'homme s'en aille et la plupart du temps, la solution qu'elles adoptent est d'en installer un autre à la maison, ce qui ne change rien car la violence se reproduit"*. Tout cela est discuté dans les groupes d'aide mutuelle de femmes battues.

Le budget de fonctionnement du Collectif pour 93 est de 22 000

dollars. Il permet en particulier de payer le personnel médical et de verser un petit salaire -80 dollars- à toutes celles qui travaillent là. Les revenus du centre de santé ne couvrent qu'une infime partie des besoins. Le rôle de la solidarité internationale est donc capital sur le plan financier. Plusieurs organismes étrangers, dont la Centrale sanitaire suisse, un groupe chrétien allemand et des femmes italiennes soutiennent déjà le Collectif. Cette année, l'aménagement du local sera amélioré grâce à l'aide d'un organisme canadien.

Quels sont les projets pour les années qui viennent? Lutter pour que la légalisation des propriétés puisse être faite au nom des femmes et se joindre à toutes les actions visant à un changement dans les lois. La planification familiale sera également développée, ainsi que la réponse médicale aux demandes d'avortement. *"Nous voulons participer à la formation d'un véritable mouvement féministe au Nicaragua. Les réseaux qui se sont constitués récemment ne peuvent fonctionner longtemps et efficacement. Il faut que le mouvement ait une stratégie politique. Les femmes se rassemblent facilement pour résoudre leurs problèmes immédiats, par exemple pour nourrir les enfants du quartier. Notre rôle doit être de donner une perspective à ce travail qui n'est qu'une réponse d'urgence"*.  
-(ANN)

## LEON, ZONE SINISTRÉE

Guillermo Cortes

**Managua, 2 mars.--** Dans le département de Leon, des milliers d'hectares ont été rendus impropres à la culture par l'éruption du volcan Cerro Negro il y a presque un an. Le chômage provoqué par la disparition presque totale de la culture du coton et la sécheresse sont d'autres catastrophes qui font de la région une zone sinistrée. Face au danger d'une explosion sociale, le maire de Leon a lancé un SOS aux autorités.

Leon est la ville dont la population a augmenté dans les plus fortes proportions au cours des trois ans qui viennent de s'écouler. Les catastrophes naturelles, la sécheresse et la disparition de la culture du coton, qui structurait l'activité agricole, ont poussé plus de 30 000 paysans pauvres à venir s'installer à la périphérie de la ville, où la situation de l'emploi ne permet pas de leur offrir une solution. L'éruption du volcan Cerro Negro, en avril 1992, a affecté 48 000 personnes, dont 9 000 ont dû être évacuées. 6 900 hectares ont été recouverts de sable noir et rendus impropres à la culture. *"A quoi bon revenir sur nos terres, rien n'y pousse"*, constatent les sinistrés. La seule chose que l'on puisse faire à proximité du volcan, c'est planter des arbres. La mairie de Leon peut fournir dès à présent cent mille arbres fruitiers et l'on pourrait aussi semer du manioc dans certains endroits, mais les banques ne financent pas une telle activité. *"Il faudrait un programme spécial pour réintégrer les sinistrés à la production,*

car, même quand ils ont un titre de propriété, ils ne sont pas susceptibles de bénéficier de crédits'', explique le maire sandiniste, Luis Felipe Perez. Par ailleurs, l'arrachage du coton, qu'aucune autre culture n'est venue substituer, a laissé sans emploi des milliers de travailleurs. Les producteurs, atteints du "syndrome du coton", selon l'expression de L. P. Perez, ont peur en effet de se lancer dans une autre culture qu'ils ne connaissent pas.

On estime que 60 000 personnes ne mangent plus à leur faim dans le département. Les vivres en réserve sont en train de s'épuiser et il n'y a pratiquement pas de production agricole, ce qui rend la situation quelque peu explosive. Du moins c'est ce qu'affirme L. F. Perez, qui demande au gouvernement de prendre conscience du danger et de mettre en oeuvre des programmes spéciaux en faveur des plus démunis. Selon lui, si des troubles ne se sont pas produits jusqu'à présent, c'est tout d'abord grâce à l'aide parvenue à l'occasion de l'éruption du volcan puis du raz de marée en septembre. Mais c'est aussi grâce à une politique de concertation avec toutes les forces sociales, économiques et politiques de la région. *"Comme il n'y a pas eu de troubles sociaux, le gouvernement pense qu'il n'y a pas de problèmes. Mais la concertation risque de ne plus être suffisante"*. Il a fallu attendre le mois de février pour que l'Institut d'études territoriales remette à la mairie un rapport qui sera soumis à tous les agents économiques et permettra de définir quels produits agricoles on peut cultiver à la place du coton dans cette zone traditionnellement sèche. En attendant, le maire a fait appel au ministère de la coopération pour trouver un financement international. Il a renouvelé sa demande auprès d'une mission de la Banque mondiale et du FMI venue récemment en visite à Leon. -(ANN/Barricada)

## LE FMLN EN BONNE PLACE

Une entrevue avec le commandant du FMLN Joaquin Villalobos

Managua, 3 mars.-- C'est dans un an que se dérouleront les élections au Salvador. L'affrontement électoral est un cheval de bataille nouveau pour le FMLN, habitué à un autre type de lutte. L'ancien commandant de la guérilla Joaquin Villalobos, habile négociateur des accords de paix, affirme que l'appareil électoral du FMLN est prêt, même si certains éléments importants ne sont pas encore précisés tels le nom des candidats, le programme et les éventuelles alliances avec d'autres partis d'opposition.

Le FMLN apparaît actuellement comme la seconde force politique dans les sondages, avec 12,5 % des intentions de vote. Il a des représentants dans 90 % des municipalités. Mais le parti d'extrême-droite au pouvoir, ARENA, l'emporte encore

largement. J. Villalobos, de passage à Managua, a commenté pour *Barricada* cette perspective électorale.

*Barricada: Qu'espère le FMLN sur le plan électoral?*

J. Villalobos: Peut-être aurait-il mieux valu que ces élections générales ne surviennent pas si tôt, en pleine transition, car elles peuvent entraîner des tensions, ce qui serait grave. Au sein du FMLN, nous n'avons pas encore de position concrète sur les candidatures et la position à adopter pour affronter ces élections. Mon opinion personnelle est qu'il faudrait parvenir à un accord national qui détermine le cadre dans lequel pourra agir le gagnant, afin que la transition se poursuive et que la paix ne soit pas remise en cause. Le pays a besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur un consensus et nous sommes donc plutôt favorables à un candidat dont les caractéristiques permettent de rassembler les Salvadoriens.

*B: Pensez-vous faire les meilleures scores aux législatives ou aux municipales?*

J.V.: Nous pensons avoir de bons résultats aux deux élections. Le FMLN apparaît comme la seconde force électorale dans les sondages avec 12,5 % des intentions de vote derrière ARENA qui totalise 24 %, les autres partis obtenant au total 4 %. Une bonne quantité de gens ne se prononcent pas encore et il est difficile de prévoir l'attitude qu'ils adopteront. Etre la seconde force est déjà une victoire, liée au fait que le FMLN a transformé le pays. Ce n'est pas la bannière du FMLN en soi qui attire tous ces gens mais les changements qui ont eu lieu grâce à lui. Il faut donc étendre ces transformations au niveau communal et les prolonger par la construction d'un nouveau parlement pluraliste et démocratique.

*B: Cette sympathie pour le FMLN va-t-elle au-delà des traditionnelles zones de contrôle de la guérilla?*

J.V.: Oui. Dans la capitale, par exemple, nous attirons de nouvelles couches sociales et en particulier une partie des classes moyennes.

*B: Le FMLN est-il prêt à affronter ARENA sur le terrain électoral?*

J.V.: C'est nous qui sommes le mieux organisés dans le pays. Actuellement, nous avons des cadres dans 215 ou 220 des 272 municipalités qui existent. Seul, ARENA, qui a l'avantage d'être au pouvoir, l'emporte sur ce terrain car il a des représentants partout. Notre problème est plutôt de savoir quelles sont nos possibilités dans cette situation d'après-guerre. Le FMLN doit bien calculer comment il utilisera ses forces. S'il les met au service de sa propre bannière, il faudra voir comment réagit l'électorat à une position qui pourrait être considérée comme extrémiste.

*B: Ces orientations seront-elles déterminées en congrès?*

J.V.: En mars, les organisations qui forment le FMLN se réuniront chacune en congrès pour préparer notre Convention, qui pourrait avoir lieu en mai. Mais nous en sommes encore aux

discussions internes.

B: *Cette Convention se terminera-t-elle par la publication des candidatures et des programmes?*

J.V.: Oui, ou des projets de coalition.

B: *Avec quels partis pourriez-vous passer une alliance?*

J.V.: Il nous faudrait voir dans l'éventail de ce que l'on appelle l'opposition démocratique, qui va de la Démocratie chrétienne au FMLN. Mais cette coalition ne se constituera que lorsqu'il y aura consensus au sein du FMLN sur la politique à mener. En ce qui me concerne, je le répète, je pense que le problème principal n'est pas notre propre projet mais le projet national.

B: *Mais il peut y avoir des divergences dans le FMLN sur ce point?*

J.V.: Si le point de départ est l'intérêt du parti, on peut s'aventurer à dire non et à sacrifier l'intérêt national. Mais je crois qu'une victoire de cette position très à gauche pourrait rendre le pays ingouvernable à cause des peurs qu'elle déclencherait. La victoire d'une position trop à droite pourrait, elle, provoquer une remise en cause des acquis. Ce qui convient le mieux au pays est la formation d'un consensus national avant les élections.

B: *Quelles sont les conditions pour que les élections soient honnêtes?*

J.V.: Nous avons obtenu des garanties juridiques durant les négociations. Elles sont inscrites dans le Code électoral. La propagande ne sera pas conditionnée par le pouvoir économique car l'accès aux médias sera équitablement réparti. D'autre part, un ensemble de réformes de l'appareil électoral ainsi que la présence d'observateurs des Nations Unies vont permettre d'organiser les premières élections véritablement libres dans l'histoire du pays.

B: *Si le FMLN gagnait, pensez-vous que le gouvernement des Etats-Unis serait suffisamment mûr pour l'accepter?*

J.V.: Cela dépend du moment et du programme. Je pense que le FMLN et toute la gauche doivent procéder à de grands changements pour se rendre crédibles au niveau national et international. Sinon, il serait difficile de gouverner. Les Etats-Unis doivent quant à eux mettre en veilleuse leurs prétentions à dominer et comprendre que la nouvelle gauche ne veut pas être seulement un décorum.

B: *Quelles expériences tirez-vous de la campagne électorale du FSLN en 90?*

J.V.: Nous avons appris que même avec l'appareil le plus fort et la base la plus convaincue, on n'a pas pour cela la majorité. Nous n'oublierons jamais ce jour où le FSLN, pour la clôture de sa campagne, a fait sortir dans la rue un demi million de personnes. Mais si cela ne lui a pas donné le gouvernement, il est fort d'un poids très important dans la société. Au Salvador, le FMLN doit également être pris en compte. La situation est similaire mais nous ne pouvons penser, malgré notre appareil et notre base, que

tout le monde est derrière nous.

B: *Redoutez-vous cette épreuve de force des élections?*

J.V.: Non, car la vie au Salvador est surréaliste. Pour te donner un exemple, j'ai inauguré il y a peu une exposition de photos sur le FMLN avec un membre du ministère de l'éducation. Comme le lieu de l'exposition était proche de l'hôpital militaire, les membres du FMLN côtoyaient tranquillement les militaires venus voir l'exposition. Ce type de situation se présente chaque jour. Il y a une détente qui impressionne tout le monde et qui tient à l'équilibre obtenu à la fin du conflit armé. Celui-ci ne s'est pas prolongé par une "sale guerre". Hormis les meurtres provoqués par une délinquance en augmentation, logique dans un contexte d'après-guerre, il n'y a pas de morts. Nous connaissons un réel climat de réconciliation. Mais il y a des tensions qui peuvent tout faire basculer.

B: *Selon vous, la situation est plus tendue au Nicaragua?*

J.V.: Bien plus.

B: *Vous imaginez-vous candidat à la présidence?*

J.V.: Non, car je ne pense pas que cette fonction puisse être assumée par un membre du FMLN.

B: *Et Shafik Handall?*

J.V.: Il faut le lui demander. Lorsque je parle de moi, je veux parler du FMLN : je sens que son rôle est encore celui d'une espèce de garant et d'instrument pour consolider le changement. Par exemple, renforcer son pouvoir économique est aussi important pour notre parti que de participer aux élections et d'obtenir une part de pouvoir formel ou de conquérir des espaces dans les médias. -(ANN/Barricada)

---

## RIGOBERTA PARLE DE SON PEUPLE

Managua, 1er mars.-- Défendre les droits des indigènes et revendiquer les traditions de son peuple ne signifie pas "chanter un hymne indigéniste au passé", comme le prouve Rigoberta Menchu au cours d'une entrevue publiée dans un livre sur les luttes paysannes au Guatemala, *El clamor de la tierra*.

A l'occasion d'un voyage en Euskadi, peu avant de recevoir le Prix Nobel de la Paix 92, Rigoberta Menchu a rencontré l'écrivain basque Bernardo Atxaga et a répondu à ses questions.

Bernardo Atxaga: *Je crois que pour connaître quelqu'un, il n'est pas mal de commencer par l'interroger sur sa famille. Comment était la tienne?*

Rigoberta Menchu: Je suis née dans une famille très compliquée

sur le plan ethnique. Mon grand-père était d'un village appelé Santa Maria Chiquimula, d'où viennent ceux qu'on peut appeler les "gitans" du Guatemala. Ces indigènes sont connus pour aller de marché en marché, comme des étrangers. Ils se reconnaissent à leur *huipil* \* rayé de rouge et de noir. Ma grand-mère était quiché, d'une famille de sourciers. Ses parents n'ont pas accepté son mariage avec mon grand-père, par discrimination. Les deux étaient quichés, mais l'un d'une famille de nomades et l'autre d'une grande famille. Mon grand-père était très sensible aux choses de la nature, aux légendes et ma mère a hérité de ce caractère. Elle disait qu'elle avait vécu beaucoup d'histoires, elle était mystérieuse. Dès l'âge de 16 ans, elle pratiquait les accouchements et guérissait, grâce à un don qu'elle disait détenir naturellement. Elle l'a exercé jusqu'à son assassinat, à 53 ans. Elle priait tout le temps et avait une croix de terre posée sur un autel, entre l'archange Saint Michel et la Sainte Famille. Je ne comprenais pas alors pourquoi elle mettait cette croix là, jusqu'à ce que j'apprenne que la croix est maya si l'on oriente ses extrémités d'une certaine façon. L'archange était habillé de vêtements indigènes semblables à ceux que fabriquent les Tanguantisuyu. Ceux-là ne sont pas guatémaltèques mais péruviens et ils possèdent l'unique drapeau des indigènes d'Amérique du Sud, fait de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

BA: *Et ton père?*

RM: Il était *ark amale*, ce qui signifie celui qui ouvre la brèche, qui passe le premier, qui enlève la mauvaise herbe du chemin, qui prend la tête. On dit cela d'un dirigeant naturel et non désigné, institué. C'est pour cela qu'il a tant lutté pour les terres de la communauté. L'*arkamale* n'est pas nécessairement rétribué par sa communauté mais celle-ci remet quelque chose à sa famille, par exemple le bénéfice d'une journée de travail, en échange des services rendus. Lorsqu'il doit se rendre à la capitale pour certaines démarches, les siens réunissent l'argent du voyage et à son retour, il doit leur rendre compte de ce qu'il obtenu.

BA: *Il était ainsi de par son caractère, sa manière d'être, sa conscience sociale?*

RM: Oui, depuis sa jeunesse. Il était né à Santa Rosa Chuajuyub qui est un lieu de cérémonie dans le Quiché. On dit que les saints mayas s'y déguisent en catholiques. D'ailleurs le nom du village est à la fois catholique et indigène. Ma grand-mère était veuve et travaillait comme domestique chez les métis. Comme elle ne pouvait nourrir tous ses enfants, elle avait placé mon père tout enfant comme employé sans salaire. A 16 ans, il se louait dans les fermes. Il a voulu alors réunir sa famille et la prendre en charge mais il a été forcé de faire son service militaire. Ensuite, avec ses frères, il a occupé une terre dans une vallée où ils sont restés neuf ans sans problèmes. Mais quand les latifundistes se sont rendu compte que cette terre était productive, ma famille en a été expulsée. C'est à ce moment que mon père s'est lancé dans le combat pour la terre. Il a été emprisonné deux fois. On ne le voyait presque jamais à la maison, mais c'était pour nous qu'il faisait tout cela. Ma mère rentrait également à n'importe quelle

heure, ressortait parfois la nuit et partait à cheval ou à pied quand on l'appelait pour un accouchement. C'est mon frère et sa femme qui s'occupaient de nous.

BA: *Il me semble que ce qui fait la grandeur de l'Amérique latine, c'est que même si les problèmes y sont énormes, le sens de la vie reprend toujours le dessus. D'où cela vient-il?*

RM: De la conception du temps. Dès notre petite enfance, on nous enseigne que le temps est infini, qu'il ne s'achève jamais. Le passage sur terre est bref. La naissance est une fête car, chez les Mayas, chacun de nous a son homonyme. Dès le début de la grossesse, la femme désire que l'enfant qu'elle porte ressemble au père de son époux, si c'est un garçon, ou à sa propre mère, si c'est une fille. Elle s'imprègne de cette idée qu'elle porte le petit-fils ou la petite-fille qui s'appellera comme l'un des grands-parents. C'est incroyable de voir comment cela influe sur les enfants qui, tout petits, commencent à adopter des attitudes de leur homonyme. L'enfant représente comme une renaissance du grand-parent. Lorsqu'il grandit, il occupe de plus en plus de place et son homonyme peut donc mourir.

BA: *C'est comme une chaîne?*

RM: Cela doit être ainsi. Lorsque ma grand-mère a estimé qu'elle avait suffisamment vécu, elle s'est préoccupée de son cercueil, elle l'a fait faire, elle en a poli le bois. C'est pour cela que pour nous, la question des cimetières clandestins a tant d'importance. Tout le monde rêve de pouvoir donner une sépulture à celui de sa famille qui a été jeté dans une fosse commune et beaucoup comprennent le sens de cette lutte politique. La mort fait pour nous partie de la cérémonie de la vie. Aux tragédies de la vie, nos gens répondent par une oeuvre gaie, comme par exemple le tissage des *huipils*. Ceux-ci ont tous un sens, ils expriment notre tendresse. L'écrivain guatémaltèque Luis Cardoza les appelait les larmes du peuple. Ils sont comme l'expression d'une échappée de joie liée à la nature, à la vie, de la part d'un peuple forcé au silence mais qui parle à travers ses oeuvres. Nos *huipils* seraient tristes et pauvres s'ils reflétaient la douleur des gens. Mais ceux-ci y mettent leurs rêves, leurs illusions, leur sentiment que la vie continue avec force.

BA: *Certains parlent du silence au Guatemala comme de quelque chose qui aurait à voir avec le monde indigène. Mais, par exemple, je ne t'imagine pas silencieuse.*

RM: Il y a un sens du secret appliqué aussi bien à la vie quotidienne qu'à l'organisation de la population. Par exemple, le Comité d'unité paysanne (CUC) existe depuis quinze ans et nous n'avons jamais dit combien de membres et de dirigeants nous avons. Les gens en déduisent que notre organisation est clandestine. Mais non: nos gens vivent au grand jour, ils font partie de la communauté, mènent leurs projets. C'est lorsque ce caractère secret s'est perdu au sein du CUC que nous avons vu mourir le plus grand nombre des nôtres. La discrétion nous protège. Mon père disait qu'il fallait garder nos secrets et qu'aucun riche, aucun latifundiste, aucun curé et aucune

religieuse ne devait les connaître. Si nous ne gardons pas les secrets de nos ancêtres, nous sommes responsables de leur mort.

BA: *Vous avez le nahual qui est comme votre double animal dans la nature. Tu dis dans ton autobiographie que tu ne peux donner le nom de ton nahual. Pourquoi ce secret?*

RM: Cela ne représente pas la même chose pour tous et il y a comme une obligation morale et historique à ne pas le définir. Le nahual n'a pas de définition exacte et chaque personne l'assume à sa manière. Beaucoup de gens ridiculisent cela, mais il y a des histoires qui appartiennent aux peuples et qui ne peuvent être comprises que de l'intérieur, si l'on pénètre dans leur monde et qu'on les fait siennes.

BA: *Tu as dit au cours d'une conférence que l'image que les autres ont de l'indigène, le stéréotype de l'indien qui ne sait que faire la fête, danser et jouer de la musique, doivent être détruits. As-tu beaucoup lutté contre cela?*

RM: C'est une lutte ingrate. Aujourd'hui, les années ont passé mais avant, j'étais toute jeune parmi de hautes personnalités, habillée bizarrement, avec mon visage de gamine qui les faisait se demander : mais qui est cette petite domestique? où est sa patronne? Je le ressentais comme cela. Au moins, en Europe, je surprénais mais je m'attirais une certaine bienveillance de la part des diplomates et des grands personnages. Mais en Amérique, il a fallu lutter contre le mépris. J'ai donc souffert de ce stéréotype de l'indien, surtout sur ma terre.

BA: *T'es-tu parfois heurtée à l'incompréhension des gens que tu représentes?*

RM: Ceux qui étudient les indiens, qui font de cela leur profession, font carrière et gagnent leur argent avec cela, poursuivent un but personnel. Lorsque les indigènes parlent d'eux-mêmes, ils sont gênés à cause de cela. Il y a des gens parmi nous qui n'accepteront jamais que nous prenions la parole. Ils prétendent que quand nous parlons, c'est l'espagnol qui s'exprime et que nous cessons alors d'être indiens. C'est ce que certains ont dit parfois de moi. Au début de ma vie publique, j'ai connu beaucoup d'anthropologues, de sociologues -je n'ai rien contre eux- qui disaient que j'étais manipulée par la gauche car je parlais d'unité entre indigènes et métis pauvres. Quand j'abordais la question des droits humains, de la militarisation, certains prétendaient : Rigoberta est endoctrinée. Elle parle trop bien l'espagnol, elle n'est plus indigène, malgré ses rubans et bien qu'elle ne se maquille pas. Elle se mêle de problèmes internationaux. Je suppose que mon discours devrait être un hymne indigéniste au passé. Mais maintenant, les critiques sont plutôt à l'inverse. On ne dit plus trop que l'indienne récite le chapelet de la gauche. On se demande si Rigoberta, avec ses rubans indigènes, est un symbole de la résistance absolue au système occidental. Ce message est clair: les indigènes ne s'entendent jamais avec les occidentaux. Cette vision des choses reflète une bien piètre opinion des indigènes. Par exemple, j'aime et j'utilise beaucoup le fax. Devons-nous revendiquer les messagers à dos de mule? Les Mayas ont découvert le zéro et nous avons le droit de vouloir

progresser dans les domaines scientifiques, connaître le monde dans sa complexité, avoir un point de vue qui dépasse notre simple problématique ethnique. -(ANN)

\* Tunique tissée et brodée, aux couleurs et aux motifs différents selon les villages et les régions du Guatemala (NDT).

## CUBA : UN PLEBISCITE ANTI-IMPERIALISTE

Alfredo Muñoz-Unsain, AFP

**Managua, 4 mars.--** Les résultats des dernières élections à l'Assemblée nationale et aux Assemblées provinciales, qui ont eu lieu le 24 février, ont renforcé la position de Fidel Castro face à l'éventualité d'une ouverture du gouvernement des Etats-Unis, estiment les observateurs pour lesquels elles font la preuve de la faiblesse de l'opposition anti-castriste.

Même en supposant une manipulation des chiffres, les correspondants de presse qui avaient envoyé des observateurs dans les dix bureaux de vote de La Havane avait prévu entre 70 et 90 % de voix en faveur du régime. Au sein du gouvernement étatsunien, d'importants fonctionnaires comme le responsable de l'Amérique latine au Conseil de sécurité, Richard Feinberg, jugent nécessaire un changement non pas stratégique mais tactique de la politique envers Cuba. L'objectif final reste toujours le départ de Fidel Castro. Mais un projet élaboré par le groupe "Dialogue interaméricain", que R. Feinberg présidait, a suggéré au gouvernement des "mesures unilatérales" qui modifieraient l'infructueuse hostilité qui caractérise l'attitude de Washington envers La Havane depuis 1961. Ce projet est fondé sur l'idée que l'ouverture de l'économie cubaine aux capitaux occidentaux, à laquelle s'est vu contraint le gouvernement cubain après la disparition de l'Union soviétique, peut amener un changement politique si les Etats-Unis apportent leur aide à la transition en réduisant d'intensité la confrontation.

Au cours de la conférence de presse qu'il a offerte après la clôture du scrutin, Fidel Castro a donné l'impression d'être informé de ces vents nouveaux qui pourraient souffler sur la Maison Blanche. Le président Bill Clinton "semble un homme de paix", dont "la personnalité est différente" de celle de George Bush, a-t-il estimé. Mais il ne dispose pas "de l'épée d'Alexandre le Grand" dont il aurait besoin s'il voulait "trancher d'un seul coup le noeud gordien" de l'embargo commercial, économique et financier exercé par les Etats-Unis depuis 1961.

L'ouverture aux capitaux occidentaux a permis des investissements qui, selon ce qu'admettent en privé des officiels du régime, sont jusqu'à présent insuffisants pour relancer

l'économie et seraient, de plus, en position désavantageuse pour des raisons géographiques évidentes si Washington donnait le feu vert à une négociation avec Cuba. Certains observateurs croient que Fidel Castro ferait tout son possible pour empêcher que ce feu vert ne vienne. Mais d'autres estiment au contraire que le chef de l'Etat cubain, contraint par la nécessité et poussé par son goût notoire pour les défis, accepterait cette option si dangereuse pour son régime.

En tout cas, il semblait heureux de sortir vainqueur des élections qui, malgré leurs limites, ont tout de même montré l'absence à Cuba d'une opposition organisée et active. Il y avait une liste unique de candidats dont le nombre correspondait à celui des sièges à pourvoir. Il suffisait d'une majorité simple pour être élu. Voter blanc ou annuler le bulletin était la consigne donnée de Miami par les radios anti-castristes amplement écoutées à Cuba. Mais elle a été ignorée par une immense majorité d'électeurs. *"Même si tous ceux qui ont voté blanc ou ont annulé leur bulletin ont réellement obéi à la consigne de l'impérialisme, l'échec a été bien grand, s'est félicité Fidel Castro. Si un jour ces gens sont majoritaires, ils vont vaincre la Révolution. Si la Révolution n'est plus majoritaire, elle perd le pouvoir sans qu'un coup de feu soit tiré"*. Les observateurs estiment que l'opposition a été "entravée" et qu'on l'a dissuadée de faire une propagande publique contre ce régime qui, pour la première fois, a donné la possibilité d'exprimer son désaccord dans la solitude de l'isoloir. Mais selon eux, les élections cubaines, bien qu'elles paraissent défectueuses aux yeux des Occidentaux, ont démontré de toute façon que cette dissidence frileuse a peu de poids politique. -(ANN/Barricada)

## EN BREF

**CONTAMINES.** 44 travailleurs de la fabrique de chlore Penwalt, aujourd'hui fermée à cause du danger qu'elle représente, campent face à la banque qui a racheté les biens de l'entreprise. Ils réclament des indemnités pour les dommages causés à leur santé -lésions hépatiques, oculaires et cérébrales irréversibles- par les émanations de mercure et de chlore. La banque rejette toute responsabilité en prétextant qu'elle n'était que l'organe financeur de l'usine.

**DROGUE.** L'Agence de répression du narcotrafic (DEA) des Etats-Unis a annoncé l'ouverture d'un bureau à Managua. Le Nicaragua est le seul pays centraméricain dans lequel cette institution n'était pas encore installée.

**L'EAU MANQUERA** totalement à Managua avant l'an 2 000 si le déboisement se poursuit au rythme actuel autour de capitale, avertissent les écologistes. Ils ont lancé un cri d'alarme pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'épuisement des nappes phréatiques souterraines. Une solution : reboiser et offrir à la population une alternative en matière de combustible

ménager.

**DEPOLITISATION.** L'Assemblée sandiniste a communiqué les résultats de sondages effectués auprès de la population selon lesquels 70 % des Nicaraguayens estiment que la situation de l'emploi, de l'éducation et de la santé était meilleure sous le gouvernement précédent. 20 à 30 % des personnes interrogées expriment des sympathies envers le FSLN, 10 % à peine envers les partis de l'UNO. La majorité ne se prononce pas en matière d'affinités politiques.

**CIA-V.** Le député sandiniste Doris Tijerino a déposé une plainte contre la CIAV-OEA devant l'Assemblée. Elle a accusé cette Commission chargée de contrôler le processus de paix d'appuyer les activités des recontras. Forte d'informations en provenance des zones de conflit, le député affirme que lorsque la police ou l'armée lancent une opération contre un groupe recontra, les fonctionnaires internationaux de l'OEA arrangent vite un cessez-le-feu afin d'évacuer les recontras du rayon d'action de l'armée.

**LA GUERRE EST FINIE.** Des groupes de recontras et de recompas se sont affrontés dans la région de Rio Blanco. Dix recontras seraient morts et peut-être l'un des principaux chefs recompas. Dans la région de Wiwili, les combats entre l'armée et les recontras se sont soldés par la mort de huit de ces derniers, dont un de leurs principaux chefs.

**RECONCILIATION** a été le mot le plus souvent prononcé au cours de la réunion organisée entre une quarantaine d'ex-chefs contras et des dirigeants des coopératives ainsi que de l'UNAG. Ils ont réaffirmé la nécessité de s'unir pour obtenir des terres et des crédits du gouvernement. Un ancien chef contra a reconnu que la "Résistance" avait été manipulée par les Etats-Unis. La grande majorité de la contra était représentée à cette rencontre.

**LA LAICITE** de l'Etat nicaraguayen, inscrite dans la constitution, n'est pas toujours évidente. L'Université catholique, un des rêves du cardinal Obando, tout comme la construction de la cathédrale, a ouvert ses portes en présence de la présidente Chamorro et en partie grâce à des fonds publics. Le président du Conseil national des universités, Alejandro Serrano, a déploré la pénurie dont souffrent les universités publiques pendant que *"le gouvernement donne tout à l'Université catholique"*.

**VANDALES.** Des inconnus ont détruits des panneaux installés récemment par la mairie de Managua et qui portaient le nouveau nom de deux marchés. Cette action a peut-être un rapport avec le dernier communiqué des Forces punitives de gauche (FPI) qui appelait la population à ne pas laisser le maire débaptiser les marchés portant le nom de sandinistes morts dans la lutte contre la dictature.

**"LE MENSONGE DU PANAMA"** est le titre d'un documentaire que les Panaméens n'auront pas le loisir de

connaître. Ce film dont le thème est l'invasion de 1989 a été interdit par les autorités du pays car il '*falsifie l'histoire et offense la dignité nationale*'. Il a obtenu un Oscar à Hollywood.

**HONDURAS.** Le président Callejas a demandé à une commission présidée par l'Eglise catholique de préparer une réforme des organes de sûreté de l'Etat, dont certains officiers sont accusés de corruption, assassinat et trafic de drogue. L'institution militaire, qui jouit depuis 1957 d'une large autonomie, est de plus en plus remise en cause par l'opinion publique à cause de l'hégémonie qu'elle exerce sur un pouvoir théoriquement civil depuis onze ans. Le Comité des familles de disparus exige la destitution du chef des Forces armées qu'il accuse de diriger un escadron de la mort. Jusqu'au patronat qui commence à renâcler face à la concurrence que lui font les entreprises de l'armée. L'assassinat récent de deux chefs d'entreprises par des escadrons de la mort a relancé le conflit. Même les Etats-Unis, qui ont entièrement créé l'armée hondurienne, conseillent au gouvernement de réduire les dépenses militaires.

**EL SALVADOR.** La modération et la volonté réconciliatrice du dirigeant du FMLN Joaquin Villalobos ne convainquent pas tout le monde. Au cours d'une escale qu'il effectuait au Texas en se rendant en Europe, il a été arrêté par la police des douanes et conduit en prison pendant quelques heures sous prétexte de "problèmes migratoires". Les fichiers de la police des Etats-Unis n'auraient-ils pas été remis à jour depuis les accords de paix?

**HAITI.** L'enterrement des victimes du naufrage d'un bateau chargé d'Haïtiens s'est transformé en manifestation en faveur du président Aristide. 2 000 participants ont été arrêtés et beaucoup ont été frappés par la police, dont l'évêque du port de Jérémie, d'où provenaient la majorité des victimes. Monseigneur Romulus a déclaré: '*Le peuple haïtien ne mourra pas! Les Haïtiens se lèveront!*' Un groupe d'adversaires d'Aristide l'a frappé aux cris de '*Romulus, communiste*'. Plusieurs diplomates français et de l'ONU ont dû intervenir pour le protéger. -(ANN)

**ABONNEMENT SEMESTRIEL: 230F (Comités 450F; institutions 650F)**

**Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS**

**Pour la Suisse : 62 CHF (Comités 133 CHF; institutions 185 CHF) sur le compte 80-60518-0 Zurich.**

**Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin Tel : 505 2 668875**